CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n°4.923 du 14 décembre 2007
dans l'affaire V^e chambre

En cause :

Contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 23 juin 2007 par , de nationalité ivoirienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 15 juin 2007 ;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu le dossier administratif ;

Vu l'ordonnance du 26 septembre 2007 convoquant les parties à l'audience du 11 octobre 2007 ;

Entendu, en son rapport, , ;

Entendu, en observations, la partie requérante par Maître NIANG F.A., , et Madame VERDICKT B., attaché, qui comparait pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. La décision.

1.1. Le recours est dirigé contre une décision de « refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire » qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité ivoirienne, d'ethnie dioula et de religion musulmane. Vous n'avez pas d'affiliation politique.

Vous viviez depuis votre enfance à Gagnoa, chez votre tante.

En 2001, vous êtes tombée enceinte. Suite aux menaces de vos parents qui ont décidé de vous ramener à Abidjan, votre petit ami vous a abandonnée.

Vous avez accouché en 2002. Un mois après votre accouchement, votre enfant, considéré comme un bâtard par vos parents, vous a été retiré et envoyé dans la famille de son père à Gagnoa. Vous ne l'avez plus jamais vu. Vos parents ont également décidé à cette même période de vous faire exciser contre votre gré afin que vous ne les déshonoriez plus.

En février 2005, vos parents ont décidé de vous marier. Vous l'avez appris le jour même du mariage. Votre époux possédait déjà trois épouses. Il vous maltraitait et vous violait. Vous ne pouviez pas sortir de chez lui, deviez porter le voile et pratiquer les prières quotidiennes, ce que vous refusiez.

Le 10 juillet 2005, vous êtes parvenue à vous enfuir en frappant une de vos co-épouses. Vous avez été porter plainte au commissariat de police près de chez vous mais on vous a répondu qu'il s'agissait d'une affaire de famille. Vous vous êtes rendue chez vos parents, à Yopougon, afin d'y trouver refuge. Vos parents, furieux de votre fuite, vous ont ramenée chez votre époux. Le soir-même, au cours d'une dispute avec votre époux alors qu'il tentait de vous violer, vous avez tenté de le blesser avec un couteau. Il a alors tenté de vous défigurer en vous jetant de l'eau bouillante au visage, eau qui a atteint vos jambes.

Le 12 avril 2006, vous avez réussi à fuir le domicile de votre époux en emportant son argent ainsi que votre acte de naissance.

Vous vous êtes réfugiée chez une amie qui a organisé votre départ du pays. Vous avez quitté la Côte d'Ivoire le 17 avril 2006 avec un passeur et de faux documents et êtes arrivée en Belgique le 18 avril 2006.

B. Motivation

Il ressort de l'analyse approfondie de vos déclarations successives un certain nombre d'éléments qui empêchent d'accorder foi à vos propos et partant, aux craintes de persécution dont vous faites état.

En effet, de nombreuses contradictions émaillent vos différentes auditions et remettent en cause la véracité même des faits relatés.

Tout d'abord, en ce qui concerne la présence de votre époux lors de votre cérémonie de mariage, vous avez donné des versions différentes au cours de chacune de vos auditions. Ainsi, vous avez déclaré explicitement à l'Office des étrangers que votre mari n'était pas présent lors de votre cérémonie de mariage, conformément à la tradition (p 15). Par contre, lors de votre audition en recevabilité, vous avez déclaré ne pas savoir si votre époux était présent ce jour-là (p 23). Enfin, lors de votre audition au fond, vous avez confirmé à deux reprises que votre mari était présent lors de cette cérémonie (p 11). Cette divergence, dès lors qu'elle porte sur un élément essentiel de votre demande d'asile, jette un doute réel sur les raisons mêmes de votre demande d'asile.

De même, vous avez expliqué à l'Office des étrangers que votre époux avait tenté à deux reprises de vous ébouillanter: le 10 juillet 2005 et le 4 avril 2006 (p 14). Par contre, lors de votre audition en recours urgent, vous avez déclaré explicitement que votre époux n'avait tenté qu'à une seule reprise de vous ébouillanter, à savoir le 10 juillet 2005 (p 30).

Vous avez également expliqué à l'Office des étrangers que, lors de votre fuite le 10 juillet 2005, vous aviez frappé une co-épouse puis que, la clé étant sur la porte, vous vous étiez enfuie (p 16). Cependant, lorsque vous avez relaté le même épisode au cours de votre audition en recours urgent, vous avez affirmé que c'était la co-épouse qui avait la clé sur elle (p 25).

De surcroît, vous avez expliqué de manière détaillée à l'Office des étrangers que vers l'âge de 14-15 ans, vos parents avaient voulu vous faire exciser, que vous aviez refusé, qu'ils vous avaient laissé une chance mais que suite à votre grossesse, comme vous aviez désobéi en ayant un copain hors mariage, ils avaient décidé de vous faire exciser malgré tout (p 14). Par contre, lors de votre audition au fond, vous avez déclaré ne pas

vous souvenir si vos parents avaient déjà évoqué avec vous votre excision lorsque vous étiez plus jeune (p 9), ce qui va à l'encontre de vos déclarations précédentes.

L'ensemble de ces contradictions ne nous permet pas de tenir pour établi les faits relatés et dès lors les raisons mêmes de votre demande d'asile.

Il est à noter que vous avez produit de nombreux documents au cours de vos différentes auditions: une copie de votre extrait de naissance, un certificat médical belge attestant de votre excision, un certificat médical belge attestant de cicatrices et blessures, deux attestations médicales certifiant d'un suivi psychologique, une attestation de grossesse et un document de la ville d'Anvers concernant la naissance de votre fils. Cependant, ces documents ne peuvent rétablir la crédibilité de vos propos.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il ne m'est pas permis d'établir du crédit à vos propos concernant la prétendue crainte des faits invoqués à l'appui de votre demande d'asile et, dès lors de votre prétendue crainte vis-à-vis des autorités de votre pays.

En ce qui concerne la protection subsidiaire, l'article 48/4 §2 c de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, sont considérées comme des atteintes graves pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire, pour autant qu'il y ait de sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir de telles atteintes (article 48/4 § 1er). La situation actuelle prévalant en Côte d'Ivoire ne correspond pas à tous les éléments de la définition de l'article 48/4, s'agissant d'un risque éventuel et non d'un risque réel de subir de telles atteintes. En effet, les accords de paix signés à Ouagadougou le 4 mars 2007, la nomination du chef des Forces Nouvelles comme Premier Ministre le 29 mars 2007, Guillaume Soro et l'acceptation par les grands partis politiques de cet accord confirment qu'il n'existe actuellement aucun fait ou élément qui indique l'existence d'un tel conflit (voir les informations jointes au dossier). Cette évaluation est effectuée et vaut au moment de la prise de la présente décision. Elle est bien entendu susceptible d'évolution en fonction du changement des circonstances.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

1.2. Devant le Conseil, la partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2. La requête introductive d'instance.

2.1. Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante conteste la pertinence de la décision entreprise.

2.2. Ainsi, elle prend un moyen tiré de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et l'article 62 de loi du 15 décembre 1980. Elle souligne que la décision entreprise comporte une erreur manifeste d'appréciation.

2.3. Par ailleurs, la partie requérante conteste la réalité et la pertinence des contradictions relevées par la décision attaquée. Elle se contente pour l'essentiel de privilégier une version au détriment d'une autre.

2.4. Enfin, la partie requérante insiste sur le fait que le processus de retour à la paix en Côte d'Ivoire est trop récent pour en tirer un enseignement définitif.

2.5. A titre subsidiaire, la partie requérante réclame le statut de protection visé à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur base des mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître le statut de réfugié.

3. La note d'observation.

3.1. La partie défenderesse ne dépose pas de note d'observations.

4. Examen de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugiée.

4.1. La décision attaquée refuse de reconnaître la qualité de réfugiée à la requérante en raison du manque de crédibilité de son récit et de la présence de nombreuses contradictions.

4.2. Le Conseil rappelle tout d'abord que sous réserve de l'application éventuelle d'une clause d'exclusion, la question à trancher au stade de l'examen de l'éligibilité au statut de réfugié se résume en définitive à savoir si le demandeur a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs visés par la Convention de Genève ; si l'examen de crédibilité auquel il est habituellement procédé constitue, en règle, une étape nécessaire pour répondre à cette question, il faut éviter que cette étape n'occulte la question en elle-même ; dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

4.3. A cet égard, le Conseil observe que la partie requérante a produit plusieurs documents à l'appui de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugiée dont notamment une attestation datée du 15 février 2007 faisant état d'un état de stress post traumatique de sévérité importante dans le chef de la requérante ; une attestation de consultation de psychiatrie daté du 17 juillet 2006 dont il résulte que la requérante souffre d'une « affection psychiatrique sévère réactionnelle aux traumatismes subis dans le pays d'origine » ; un certificat médical du 27 avril 2006 attestant une mutilation dont la requérante avait soutenu, dans le cadre des dépositions effectuées lors de l'analyse de sa demande d'asile, avoir été victime ; un certificat médical du 21 avril 2006 établissant la présence de certaines cicatrices (v. dossier administratif, pièce n°23, nombreux documents). De ce qui précède, le Conseil ne peut faire sienne la motivation de l'acte attaqué qui consiste à écarter les éléments de preuve apportés par la partie requérante, dont en particulier ceux figurant ci-dessus, au seul motif d'ordre général que ceux-ci ne peuvent rétablir la crédibilité des propos de la requérante. Au contraire, des éléments de preuve produits, il ressort clairement que la partie requérante a fait l'objet de mutilations liées à sa condition de femme ayant entraîné un profond traumatisme.

4.4. Les événements gravement traumatisants vécus par la requérante et les séquelles physiques et psychiques qu'elle en a conservées ont manifestement induit chez elle un sentiment de crainte exacerbé qui justifie qu'elle ne puisse plus envisager de retourner vivre dans son pays d'origine.

4.5. Dès lors, si un doute persiste sur quelques aspects du récit de la requérante, le Conseil estime qu'il existe cependant suffisamment d'indices du bien-fondé des craintes alléguées pour justifier que ce doute lui profite.

4.6. Il s'ensuit que la requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte de persécution, pour des raisons liées à son appartenance au groupe social des femmes au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

La qualité de réfugié est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre, le quatorze décembre deux mille sept par :

MM.	,	Président de Chambre,
	,	,
	,	,
A. BIRAMANE,	.	.

Le Greffier,

Le Président,

A. BIRAMANE